

Séance du 27 février 2024

DELIBERATION N° 2024-02-27-07

Objet : PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Nombre de membres en exercice : 62

Nombre de membres présents : 36

Nombre de pouvoirs : 2

Nombre de suffrages exprimés : 37

VOTES contre : 0 - Pour : 37

Date de convocation : 07 Février 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-sept février à 14h15, le comité du Syndicat Départemental des Energies de la Creuse, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. MAVIGNER André, Président.

Etaient présents :

M. Roger BOURLIAUD
M. Bernard TOURAND
M. Gérard STEINER
M. Jean-Pierre BONNAUD
M. André MAVIGNER
M. Jean-Pierre DUGAY
M. Gérard CHAUFFREY
M. Jean-Paul LAMATIERE
M. Jacques MALIVERT
M. Sylvain DUQUEROIX
M. Camille CARCAT
M. Philippe GUETAT

M. Didier THEVENET
M. Gérard THOMAZON
M. Jacques BONNAUD
Mme Madeleine DUMOND
M. François CHATELAIN
M. Jean-Pierre VIGIER
M. Philippe LECAS
M. Franck ROUSSILLAT
M. Patrick BOURBIER
M. Christian ARNAUD
M. Jacques VELGHE
M. Pierre AUGER

M. Henri LECLERE
M. Julien CHEBANCE
M. Alain TEXIER
M. Alain MOUILLERAT
M. Éric DUMONT
M. Gilles GARRE
M. Jean-Pierre LAMOUREUX
M. Jean-Roland MATIGOT
M. Gérard CHAPUT
M. Patrick MARIE
M. Serge DURAND
M. Daniel DELPRATO

Etaient excusés :

M. David GRANGE
M. Fabrice BESSEIGE
Mme Bernadette MEANARD
M. Jean-Michel PAMIES
M. Michel COYARD
M. Alain BERTRAND
M. Jean DENEUBOURG
Mme Colette KHEMLICHE
M. Gilles LAMONTAGNE
M. Christian PARDANAUD
M. Christian DESGRANGES
M. Roland DESGRANGES

M. Didier LAMOUREUX
M. Thibaut MERIGONDE
M. Alain CAZALIS
M. Philippe LEFAURE
M. Olivier CAGNON
M. Christophe MOUTAUD
M. Jean-Luc MARTIAL
M. Jean-Paul BRIGNOLI
M. Bruno DALBY
M. Cyril DUCHATEAU
M. Etienne LEJEUNE
Mme Katy BOURLAUD

M. François PERREAUT
M. Cyril VIELMAS
M. Jean-Yves BERNARD
M. Stéphane DUCOURTIOUX
M. Serge FOURTON
M. Georges DESLOGES

Monsieur Jean DENEUBOURG a donné pouvoir à Monsieur Philippe GUETAT.
Monsieur Alain BERTRAND a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre BONNAUD.
En présence du titulaire, Monsieur Alain TEXIER ne prend pas part au vote.

Le Président informe les membres du comité que la réforme de la protection sociale complémentaire, instaurée par l'ordonnance n° 2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, redéfinit la participation de l'employeur aux financements des garanties de la protection sociale complémentaire de ses agents et les conditions d'adhésion ou de souscription.

En ce sens, la participation de l'employeur perd son caractère facultatif pour devenir obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 dans le domaine de la prévoyance.

Il est à noter que le volet prévoyance a pour objet de maintenir la rémunération des agents dans le cadre d'une incapacité de travail, d'une invalidité, d'une inaptitude ou de décès.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement a davantage précisé celle-ci ainsi que les garanties minimales de ladite protection. A cet égard, la participation obligatoire de l'employeur s'élève à 20% d'un montant de référence de 35 euros (soit 7 euros brut mensuel) pour le volet prévoyance.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux a, en outre, abouti à des mesures plus protectrices pour les agents. Il prévoit une participation de l'employeur à hauteur de 50%, minimum, de la cotisation payée par les agents.

Dans le cadre de la protection sociale complémentaire dans le domaine de la prévoyance, la participation de l'employeur peut intervenir soit :

- Par la mise en place d'une convention de participation, comportant une procédure de mise en concurrence gérée en autonomie par la collectivité territoriale.
- Par l'adhésion à une convention de participation proposée par le Centre de gestion.

Sur ce point, l'article L. 827-7 du Code général de la fonction publique dispose que les centres de gestion doivent conclure, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort, une convention de participation, dans les domaines de la santé et de la prévoyance, dans le cadre de l'aide à la protection sociale complémentaire des agents.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Creuse a décidé de lancer en 2024 une consultation pour la passation d'une convention de participation en vue de souscrire un contrat collectif.

Pour cela, dans l'objectif de meilleure couverture sociale des agents, il convient de donner mandat préalable au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Creuse pour mener à bien la mise en concurrence dans le domaine de la prévoyance.

Le Président précise que l'adhésion reste libre à l'issue de la consultation et ce, après avoir pris connaissance des garanties et des taux de cotisation obtenus.

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175, la réforme de la protection sociale complémentaire ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale de la Creuse approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance ;

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 08/02/2024 ;

Considérant la nécessité de se conformer à l'obligation de participation de l'employeur public au financement de la protection sociale complémentaire, volet prévoyance à l'échéance donnée.

Considérant l'intérêt de participer à la procédure portée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Creuse, laquelle comporte une mise en concurrence ainsi que la négociation de l'accord collectif locale.

Le comité syndical est appelé à délibérer :

De se joindre à la convention de participation dans le cadre de la protection sociale complémentaire, domaine de la prévoyance, que le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Creuse entend conclure ;

De donner mandat au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Creuse pour lancer la consultation nécessaire à sa conclusion ;

De donner délégation au Président pour approuver l'accord local négocié ;

PRENDRE ACTE que les caractéristiques précises, prestataires, garanties et tarifs, lui seront communiqués au terme de la procédure engagée par le Centre de gestion de la fonction publique de la Creuse pour lui permettre de décider de signer ou non la convention de participation souscrite.

Après en avoir délibéré, le comité approuve à l'unanimité la proposition portant sur la protection sociale complémentaire.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,
André MAVIGNER